



Tentative de coup d'État à Madagascar : l'inévitable fin d'un règne ?

ANDRÉANNE MARTEL

*Candidate à la maîtrise en science politique et chercheure à
l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires de la Chaire Raoul-Dandurand.
L'auteure était consultante en communication du Ministère de l'Énergie et des Mines de Madagascar
lors du coup d'État de 2009 ayant mis au pouvoir l'actuel président.*

Mercredi dernier, un groupe d'officiers a affirmé avoir suspendu les institutions malgaches afin de contester l'autorité de l'actuel président de la Haute Autorité de transition (HAT) de Madagascar, Andry « TGV » Rajoelina. Les mutins, menés par le général Noël Rakotonandrasa, ont annoncé leur intention de prendre le palais présidentiel et tous les ministères dans les prochains jours. Le gouvernement de transition de Rajoelina a rapidement minimisé l'importance du groupe de dissidents alors que l'armée a mis fin à la mutinerie samedi. Malgré une certaine confusion sur les impacts réels de la tentative de mutinerie, une brèche dans le règne du président de transition semble ouverte.

Le moment choisi par le groupe de mutins pour contester l'autorité du gouvernement de transition ne tient pas au hasard. Le pays, qui est confronté à une crise politique depuis la prise de pouvoir jugée anticonstitutionnelle par la communauté internationale d'Andry Rajoelina en mars 2009, se rendait pour la première fois aux urnes depuis le coup d'État. Nonobstant les soupçons de corruption qui planent déjà sur le processus, plusieurs analystes critiquent la légitimité de ce référendum qui était conçu pour apporter des changements à la constitution du pays. Des changements notamment pour permettre au jeune Rajoelina, âgé de 36 ans, de prendre officiellement la tête du pays (la constitution malgache interdit à un candidat de moins de 40 ans d'occuper la présidence de Madagascar) après 18 mois de transition. Le référendum, qui serait passé à 74% en faveur des changements constitutionnels, a toutefois été boycotté par les trois principaux opposants au régime ainsi que décrié par la communauté internationale.

Rappelons que le mouvement ayant mené au pouvoir Rajoelina au détriment du président Marc Ravalomanana était, dès ses débuts, fragile et contesté. À cette époque où je travaillais à Antananarivo pour le gouvernement malgache, nous observions la lutte entre Rajoelina et Ravalomanana comme celle opposant deux hommes d'affaires davantage opportunistes que porteurs de projets politiques. Il était difficile de ne pas voir une instrumentalisation de la part de Rajoelina des groupes qui s'étaient appauvris et marginalisés sous le régime contesté de Ravalomanana. Dans cette île où les dérives violentes sont demeurées isolées malgré les nombreux sursauts politiques dans l'histoire du pays, les violences pour mener Rajoelina au pouvoir ont atteint un sommet lors de la tuerie du 7 février 2009 devant le palais présidentiel en faisant 28 morts. Un an et demi après ces événements, Rajoelina n'a toujours pas rétabli l'ordre constitutionnel, n'a pas été soumis au suffrage et son gouvernement n'a pas permis d'améliorer les conditions de vie de la population malgache, bien au contraire.

Les militaires, acteurs clés de la transition

Les militaires avaient joué un rôle central dans la destitution de l'ex-président en exil Marc Ravalomanana. C'était suite à plusieurs semaines de tensions et de manifestations violentes ayant causé la mort de plus de 150 personnes d'un bout à l'autre de la Grande Ile que les militaires avaient forcé le départ du président le 17 mars 2009. Après quelques heures de transition militaire, le pouvoir avait été remis entre les mains de Rajoelina, scellant ainsi les relations de ce dernier avec le pouvoir militaire.

Par la suite, un fragile équilibre s'était imposé entre les militaires et le gouvernement de Rajoelina. Le général Rakotonandrasa (l'actuel dirigeant des mutins), nommé ministre des Forces armées par le gouvernement de la HAT, a été limogé de son poste en avril dernier suite à des accusations de conspirations contre le régime. Difficile de ne pas voir dans la mutinerie actuelle une réaction de cette éjection et potentiellement un soutien au retour de Ravalomanana.

Le rôle déterminant de la communauté internationale dans l'isolement du gouvernement de transition

Dès les premières semaines qui avaient suivi la confirmation du coup d'État de 2009, l'isolement diplomatique de Madagascar et de son nouveau président avait commencé. La communauté internationale avait rapidement condamné la transition antidémocratique et la rupture de l'ordre constitutionnel. Les Sommets de Maputo et d'Addis-Abeba en 2009 avaient soulevé un fort appui sur la scène internationale jusqu'au retrait unilatéral d'Andry Rajoelina des négociations devant mener à un partage de pouvoir entre les quatre mouvances politiques du pays (autour d'Andry Rajoelina et des ex-présidents : Marc Ravalomanana (2002-2009), Didier Ratsiraka (1997-2002) et Albert Zafy (1993-1996)).

Suite à cet échec des négociations, des sanctions furent ajoutées aux suspensions déjà proclamées par différentes organisations internationales et régionales. Dans la foulée de la prise de pouvoir de Rajoelina, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) avait suspendu Madagascar jusqu'au rétablissement de la constitution. L'Union africaine (UA), pour sa part, a non seulement retiré l'organisation du sommet de l'UA de 2009 à Madagascar, mais a également ajouté en mars 2010 une série de sanctions diplomatiques visant directement le président Rajoelina et 109 personnalités près du gouvernement.

Cette escalade des moyens de pression est venue resserrer le goulot d'étranglement autour du gouvernement de transition. Outre les mesures diplomatiques, Madagascar a perdu d'importants appuis financiers de la part de leurs bailleurs de fonds principaux (Union européenne, France, États-Unis, ONU, etc.). Soulignons notamment l'interruption de la collaboration entre le gouvernement de transition et l'Agence américaine de développement international (USAID) pour les projets de développement qui passent désormais directement par les partenaires locaux ou internationaux. Non seulement ces sanctions nuisent à la crédibilité de Rajoelina, mais elles rendent son gouvernement de moins en moins apte à affronter le mécontentement d'une population aux prises avec un taux de chômage croissant et une crise économique persistante.

La fin du règne Rajoelina ?

En définitive, c'est la population malgache qui a largement payé les frais de cette crise politique. Le coup d'État de Rajoelina en 2009 laissait présager un vent de changement pour la population de ce pays déjà affaibli par la crise alimentaire de 2008 et le dernier coup d'État de 2002. Pourtant, force est de constater que le pays s'embourbe et que les tensions sociales que me décrivent amis et anciens collègues malgaches dans la capitale Antananarivo reflètent les effets dévastateurs d'une telle crise sur les couches les plus pauvres.

La confusion qui règne sur le dénouement réel de la tentative de mutinerie de mercredi dernier contre Rajoelina met en lumière la fragilité institutionnelle et démocratique du pays depuis le coup d'État de février 2009. Rappelons que celui-ci avait pris plusieurs semaines avant de se concrétiser au profit de Rajoelina. À l'évidence, l'isolement diplomatique et le délicat équilibre établi avec le pouvoir militaire depuis l'exclusion de la présidence de Marc Ravalomanana devaient éventuellement sonner le glas de cette présidence transitoire. En ce sens, que cette mutinerie ouvre la voie à des contestations et porte un nouveau régime à la tête de Madagascar ou non, l'équilibre avec les militaires qui l'ont mis au pouvoir semble plus fragile que jamais.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies